**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** Cameroun

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2021

|  |
| --- |
| **Titre du projet:** Est/Adamaoua/Nord : réduction des tensions liées à l’utilisation des ressources naturelles pour les activités agro-pastorales**Numéro Projet / MPTF Gateway:** **119721** |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:**       | **Type et nom d’agence récipiendaire:** **FAO (Agence coordinatrice)****OIM** |
| **Date du premier transfert de fonds:** 12 Février 2021**Date de fin de projet:** 31octobre 2021 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?**  |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agence récipiendaire Budget** FAO $ 155364.00OIM $ 942094.34      $            $       Total: $ 2495734.34 Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget **TOTAL** du projet: 99%\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgetisation sensible au genre:**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 700102.93Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: 546080.28 |
| **Marquer de genre du projet:** **Marquer de risque du projet:** **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):**  |
| **Préparation du rapport:**Rapport préparé par: Biba Hamadou Pierre et Bravo Gala GabrielleRapport approuvé par: Athman Mravili Le Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport:  |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

1. *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
2. *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
3. *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
4. *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
5. *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):

L’ensemble des activités du projet ont pu être mises en œuvre. L’outil de suivi des mouvements de transhumance *Transhumance Tracking Tool* (TTT) a été déployé jusqu’en septembre 2021 (plus de 1800 alertes, 1 base de données des corridors et des infrastructures de transhumance, 2 phases de suivi des flux à la frontière). Le renforcement des capacités des acteurs sur la centralisation des données a eu pour but de capitaliser les données du TTT.

Les activités de stabilisation communautaire ont continué dans les localités les plus conflictuelles. 15 comités villageois de gestion des conflits ont été formés au dialogue communautaire, à la sensibilisation et à la résolution des conflits. Ils ont été élus et mis en contact avec les Commission consultatives d’arrondissement pour partager leurs plans d’action et bonnes pratiques. Ils ont sensibilisé de manière autonome 11 000 personnes de leur communauté et la plupart ont développé des activités communautaires (champs communautaire, pépinières, délimitation des champs). Des activités récréatives autour des pratiques agro-pastorales ont permis de rétablir un dialogue entre les communautés qui s’opposaient et de changer les comportements.

En parallèle, les activités communautaires conduites par le projet (reboisement communautaire et restauration du pâturage, balisage des pistes de transhumance) ont continué. La mise en œuvre des activités génératrices de revenu (AGR) a fait suite à une enquête des ménages pour identifier le type d’activités à développer. L’acquisition et la distribution des intrants ont été réalisées. Les activités de mise en place des AGR se poursuivent sur le terrain. Les agents techniques du MINADER et du MINEPIA qui ont bénéficié de renforcement de capacité techniques accompagnerons les bénéficiaires dans le suivi de leur activité. Le diagnostic participatif des infrastructures de production a permis d’identifier les zones et les besoins prioritaires pour leur mise en place. Les parcs de vaccination et les forages pastoraux à énergie solaire sont en cours de finalisation.

L’atelier sous régional pour une pratique apaisée de la transhumance entre le Cameroun, la République Centrafricaine et le Tchad, a permis d’adopter des recommandations aux niveaux nationaux et régional.

Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):

L’évaluation finale du projet sera conduite dans les trois mois à venir, suivant la fin du projet par un cabinet indépendant mandaté par la FAO. Le déploiement sur le terrain aura lieu d’ici les débuts du mois de novembre 2021 et les deux agences seront mobilisées pour fournir les données nécessaires à la bonne conduite de l’évaluation des activités.

La recherche des financements est en cours pour poursuivre les activités de ce projet sur le terrain, car il a lancé une dynamique qu’il faille nécessairement continuer.

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):

Dans 15 des localités d’intervention, la mise en place ou la redynamisation des comités de concertations villageois (CCV) a donné aux communautés un cadre d’échange et de partage d’information pour la gestion des conflits liée à l’utilisation des ressources naturelles. Ainsi, les données d’alerte issues de l’outil de suivi de la transhumance permettent de mettre à la disposition des acteurs les informations du mouvement du bétail et d’identifier les solutions de mitigation possible aux conflits par les communautés. Les CCV sont plus actifs dans la résolution des conflits que les instances institutionnelles et connaissent les mécanismes de résolution des conflits existants. Leurs membres prennent conscience de l’importance du dialogue et entament leur propre sensibilisation auprès des communautés et la mise en œuvre d’activités de restauration des ressources. Ces instances intermédiaires permettent de porter la voix des communautés au niveau des Commissions consultatives d’arrondissement, mises en place par décret en 1978 pour la gestion des conflits agro-pastoraux, qui n’ont pas toujours les ressources pour se rassembler et aller dans les villages affectés par les conflits agropastoraux. Les CCV sont inclusifs et structurés, ils permettent également aux communautés d’apprendre à s’organiser et à dialoguer sur des sujets divers relatifs au développement local. Les séances de travaux communautaires et les activités récréatives rassemblant agriculteurs et éleveurs vivant dans la localité permettent à ces acteurs principaux de réaliser l’intérêt de la paix pour le développement de leurs activités. Leur pérennisation sera rendue possible par la légalisation de ces instances villageoises inclusives. La mise en place des unités d’AGR dans les ménages et des infrastructures de base prioritaires a par ailleurs permis aux bénéficiaires d’améliorer leur niveau de vie.

L’outil de suivi de la transhumance (TTT) a par ailleurs obtenu l’intérêt des autorités qui aimeraient en connaitre les modalités de fonctionnement, les coûts et les utilisations possibles, pour le pérenniser dans l’administration publique.

En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):

Plusieurs bénéficiaires ont été interrogés dans la localité de Mboumama, à l’Est du Cameroun, en janvier 2021, après la tenue d’activités de sensibilisation sur la gestion et la réduction des conflits agropastoraux, la mise en place d’activités communautaires de restauration des pâturages, et de diagnostic sur le choix des activités génératrices de revenus. Pour la première fois depuis longtemps, les communautés ont été amenées à dialoguer et ont perçu l’intérêt d’une approche commune. Les comités de gestion des conflits villageois ont pour la plupart développé des activités de sensibilisation et activités communautaires, comme des champs communautaires et des pépinières à Adoumri. Dans la localité de Mborguene, arrondissement de Kette, à l’Est du Cameroun, une femme Mbororo, élue représentante des femmes de la localité, a expliqué à l’équipe du projet, lors d’une réunion de suivi du Comité de concertation villageois, qu’elle avait pour projet de déménager en raison des tensions trop importantes, et que les activités du projet et la mise sur pied du Comité de concertation villageois l’avaient incitée à rester. Les autorités ont également perçu l’impact positif de long terme du projet, et certaines, comme le sous-préfet de Kette, ont demandé aux équipes du projet d’intervenir dans des localités prioritaires additionnelles.

**Bénéficiaires interrogés à Mboumama, Est du Cameroun :**

***Représentante des femmes réfugiées :* «**Nous sommes heureux d’accueillir ce projet dans le village. En effet ce projet apporte un appui considérable dans la restauration du pâturage à travers la plantation des arbres fourragers et les activités génératrices de revenus pour améliorer les conditions de vie des ménages. »

***Femme de la communauté:* «**Je vous remercie pour l’initiative de paix que vous apportez. En effet ce projet nous montre l’importance de l’entente au sein de la population et particulièrement entre les agriculteurs et les éleveurs. Nous accueillons ce projet avec grand plaisir parce que notre stabilité en dépend. »

***Eleveur :*** « Je suis reconnaissant pour le projet PBF parce qu’il nous permet de nous entendre et de développer notre village. En effet vous nous avez permis de comprendre beaucoup de choses dont on ignorait dans le vivre ensemble. Nous souhaitons que le projet continu à nous appuyer et à augmenter le nombre de bénéficiaires. »

***Notable:*** « Merci pour les moyens mis pour l’amélioration de la paix dans notre communauté. En effet, votre apport est d’une grande importance car nous permet d’avoir les connaissances pour résoudre les conflits dans notre communauté et améliorer nos conditions de vie. »

***Agriculteur :*** « Je suis reconnaissant au PBF pour les apports dans la résolution de conflits entre agriculteurs et éleveurs. En effet, les actions permettent de limiter les tensions par la matérialisation des espaces agropastoraux. »

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

1. *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
2. *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1:** **Le tissu social entre les communautés est reconstruit grâce au renforcement de capacités institutionnelles et communautaires pour le dialogue et la gestion des conflits liés à l’utilisation des ressources naturelles**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

L’outil de suivi des transhumances a permis d’identifier les problématiques propres à chaque région et les localités les plus conflictuelles à cibler en priorité. 57 enumérateurs, dont 13 femmes et 28 jeunes (18-30 ans) ont été recrutés par trois organisations partenaires et formés par l’OIM à la collecte de données, en présence des ministères sectoriels. L’outil d’alerte est en place depuis août 2020, le comptage a eu lieu d’octobre à décembre 2020 puis de mars à mai 2021, couvrant les périodes de départ et de retour de la transhumance. Un exercice de cartographie participative a été mené en ligne en mai 2020 auprès des organisations de transhumants, complétée par une première phase de cartographie sur le terrain en novembre 2020 dans les 10 arrondissements limitrophes de la République centrafricaine et du Tchad ciblés par le projet, avec l’aide du ministère de l’élevage (MINEPIA).

Jusqu’en août 2021, neuf[[1]](#footnote-1) rapports d’alerte et deux rapports de comptage ont été publiés sur le site de l’OIM. Un atelier sur la gestion de données a été organisé en décembre 2020 à Yaoundé auprès de 3531 acteurs concernés par les questions de transhumance (ministères, agences des Nations unies, ONGs locales et internationales) et trois ateliers au niveau régional en avril 2021 en présence de 113 acteurs locaux (ministères sectoriels, administration locale et coutumière).

Ils ont permis de présenter la méthodologie de collecte de données, les résultats principaux et de réfléchir à l’utilisation qui peut en être faite. Ils ont aussi permis d’identifier certains besoins en renforcement de capacités dans la gestion et la collecte de données auprès des autorités. Une deuxième journée a permis d’analyser les données de la cartographie pour sélectionner les pistes à baliser et infrastructures à réhabiliter par la FAO.

En parallèle, un diagnostic participatif a été mené dans 24 des localités ciblées[[2]](#footnote-2) lors des deux ateliers de lancement avec les autorités en septembre 2020 et par le système d’alerte TTT, pour cartographier les instances de résolution de conflit existantes et comprendre la perception des conflits et leur gestion au sein des communautés. Ce diagnostic a été l’occasion d’une première sensibilisation des communautés aux activités de réduction des conflits du projet, auprès de 1434 hommes et 949 femmes. Des activités récréatives ont été organisées lors de la journée internationale de la paix, le 21 septembre 2020 auprès de 530 hommes et 610 femmes, et en 2021 auprès de 353 hommes et 357 femmes, dans l’Est. Des activités de sensibilisation autour des conflits ont été menées dans 19 localités[[3]](#footnote-3) des 3 régions d’intervention, auprès de 3 006 hommes et 2 114 femmes, dont 3150 jeunes au total (arbre à problème, boites à image, élection des comités). Quinze[[4]](#footnote-4) ont aussi été sélectionnées pour la mise sur pied et la formation de comités de gestion des conflits villageois, dans 15 localités particulièrement conflictuelles, regroupant 25% des conflits identifiés par le système d’alerte mis en place par l’OIM entre août 2020 et juillet 2021. 329 membres ont été formés, dont 52 femmes et 136 jeunes, à la résolution des conflits, au rôle du comité, au dialogue et à la comptabilité et la gestion simplifiées. Un rôle particulier y est donné aux femmes et aux jeunes avec des représentants spécifiques. Les communautés ont bénéficié d’un effet d’entrainement : les CCV ont contribué à la sensibilisation de 29 780 personnes dont 11 493 femmes et 13 665 jeunes et à la mise en place d’activités communautaires. Certains des CCV sont en phase de légalisation et de dépôt de dossier auprès de la mairie. Des activités récréatives ont finalement été menées dans les 15 localités où les CCV ont été formés[[5]](#footnote-5), pour renforcer le lien social et un diagnostic participatif de fin de projet est en cours de finalisation. Au total et en dehors des activités récréatives, 34 320 personnes ont bénéficié de l’intervention dans le cadre du projet, dont 13 461 femmes et 15 302 jeunes.

Lors des activités de suivi de la mise en place des CCV, un renforcement additionnel a été mené, avec la distribution de matériel de sensibilisation (affiches, guide de sensibilisation) et le plan d’action a été revu et renforcé avec les comités. Des activités de partages de bonnes pratiques ont été organisées, à travers la rencontre de représentants des membres de CCV actifs dans un arrondissement, le sous-préfet et autres membres de la commission consultative. Les sous-préfets se sont globalement montrés très satisfait de la mise en place des comités et de leur plan d’action, là où les commissions consultatives n’ont pas toujours les moyens de se rendre sur le terrain pour résoudre les conflits. La mise en place d’un échelon de résolution des conflits supplémentaire, au niveau local, a été salué. A l’avenir, il importe de légaliser ces comités pour assurer leur légitimation et reconnaissance auprès des autres acteurs de la société civile. Les premiers résultats du diagnostic participatif final montrent que les populations connaissent maintenant l’existence de ces comités, leurs membres, et les reconnaissent.

Les bénéficiaires (400) pour la réalisation des activités communautaires de cohésion sociale ont après la mise en place, entretenu (arrosage, protection contre les feux et les animaux) les arbres fourragers sur 206 hectares. Ainsi, plus de 40 000 plants sur les 50 000 plants reçus pour plantation ont pu résister aux stress liés au transport, à la sécheresse et aux attaques. Ces bénéficiaires ont travaillé pour l’enrichissement et la sécurisation des pâturages naturels (200 ha) avec 2 250 kg de semences fourragères dont 1500 kg Brachiaria et 750 kg de Stylosanthes, avec 3000 rouleaux de fils barbelé et pour le balisage des pistes de transhumances avec 2 500 bornes. Après l’identification des pistes (200 km), le transport des balises et leur pose ont connu des difficultés car elles sont très lourdes (120 kg). A date,100 km de pistes sont balisés

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Etant donné les contraintes liées au contexte socio-culturel et à la thématique qui concerne davantage les hommes, la parité n’a pas pu être respectée dans les équipes des enquêteurs. Toutefois, les équipes sont composées de 23% de femmes et de 49% de jeunes (entre 18 et 30 ans). L’association locale partenaire travaillant dans la région de l’Est (Association Mains Solidaires) est dirigée par une femme. Dans le choix des bénéficiaires des activités communautaires, le respect du genre a été pris en compte bien que difficilement. Ainsi, parmi les bénéficiaires nous disposons de 12 % de femmes et 42 % de jeunes (entre 18 et 30 ans). Les femmes sont moins nombreuses pour de raisons de pénibilités des opérations.

Le diagnostic participatif a également tenu compte des questions de genre et d’âge en assurant la conduite de groupe de discussions exclusivement composés de femmes ou de jeunes et en rapportant les difficultés rencontrées spécifiquement par ces groupes de populations, afin d’assurer la défense de leurs intérêts auprès des autorités et leur meilleure représentativité au sein des comités de gestion des conflits. Au sein des comités villageois, un accent particulier a été mis sur l’importance de représenter les femmes et les jeunes. 52 femmes et 136 jeunes ont été élus au sein des comités de concertation villageois pour représenter leurs intérêts.

A Adoumri, le Comité de concertation villageois mène des activités de sensibilisation conjointement avec l’Association des jeunes solidaires, une association active dans la localité.

**Résultat 2: Renforcer le tissu économique et assister les communautés à faire face aux besoins élémentaires de leurs ménages**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Après le ciblage des bénéficiaires pour la mise en place des unités d’activités génératrices de revenus, des réajustements ont été fait et finalement 1005 bénéficiaires ont été retenus pour les activités d’autonomisation afin de renforcer le tissu économique des communautés pour consolider leur résilience. Ainsi, environ120 unités d’activités génératrices de revenus est repartie dans chaque arrondissement cible de la région du Nord soit un total de 600 unités ont été mis en place. Dans les régions de l’Adamaoua et de l’Est, une moyenne de 80 environ unités d’activités génératrices de revenus est repartie dans chaque arrondissement cible soit un total de 405 unités pour ces régions. Ces bénéficiaires, à travers des séances de sensibilisation et d’information, ont fait le choix sur quatre types d’activités que sont : l’élevage de petits ruminants (moutons (314) et chèvres (384)), élevage de poules locales (111), maraîchage (123) et la transformation des produits agricoles (73) dont arachide (24), manioc (34) et lait (15). Après l’identification des besoins en intrants, en équipements et en renforcement de capacités pour la mise en place de ces 1005 unités d’activités génératrices de revenus, la livraison a connu un retard. En effet, la survenue de la pandémie de la COVID-19 a limité les déplacements pour l’approvisionnement des marchés locaux. Cette livraison tardive n’a pas permis de mesurer l’effet de l’appui sur l’amélioration des conditions des vies des bénéficiaires. Après le renforcement de capacités des partenaires et sectoriels impliqués, chaque bénéficiaire d’unités d’activités génératrices de revenus a été accompagné pour conduire convenablement sont unités d’activités génératrice de revenus et subvenir à ses besoins.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

La sélection des bénéficiaires a effectivement attaché une importance particulière aux femmes et aux jeunes considérés à juste titre comme des acteurs clés de la paix et du vivre ensemble ; mais qui demeurent encore, pour la plupart, à l’écart des instances communautaires de prise de décision et avec un faible accès aux ressources. Ainsi, sur les 1 005 unités d’activités génératrices de revenus, le taux de prise en compte des femmes et des jeunes (18-30 ans) est de 50,8 % soit 510 personnes dont 246 jeunes (168 garçons et 78 filles) et 342 femmes (78 jeunes femmes et 264 femmes adultes).

**Résultat 3: Réhabiliter et rendre accessible les infrastructures et les services sociaux de base considérés comme prioritaires pour la réduction des tensions au sein des communautés cibles**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Résumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Le diagnostic et la cartographie ayant permis de ressortir les principales zones affectées par les conflits et d’identifier les couloirs de transhumance prioritaires, les lieux de transit des animaux, les infrastructures zoo sanitaires existantes ainsi que les infrastructures hydrauliques d’abreuvement. Les échanges avec les acteurs (autorités administratives, traditionnelles, et sectoriels impliqués, collectivités locales décentralisées, bénéficiaires) ont permis le choix du type d’ouvrage et les sites d’implantation. En effet, c’est sur la base de l’adaptabilité technologique et de l’effet potentiel sur la réduction des conflits/tensions que le choix du type d’ouvrage a été fait avec l’arbitrage du ministère en charge de l’Élevage (MINEPIA). Ainsi, les types d’ouvrage retenus ont été : parc de vaccination (2) et forage pastoral à énergie solaire (4). Les localités où sont construites les forages pastoraux à énergie solaire sont celles de Mandama (arrondissement du Mayo Oulo), de Gbabio/Gado (arrondissement de Garoua Boulaï), de Djaouro Money (arrondissement de Djohong), de Ngam (arrondissement de Meiganga) et pour les parcs de vaccination, ce sont celles de Sinassi (arrondissement de Rey Bouba) et de Gbiti (arrondissement de Ketté). Le choix de ces localités reste stratégique pour la pratique de la transhumance avec moins de conflits car s’étendent le long des axes ayant le plus de flux de mouvements des animaux. Dans chaque localité d’installation des ouvrages, la sensibilisation a permis de faire comprendre aux communautés l’intérêt de ces installations pour la bonne pratique de la transhumance. La mise en place des comités de gestion inclusif des infrastructures inclusifs a permis le suivi des travaux de construction et assurera les travaux d’entretien pour une utilisation durable. Les travaux de construction des infrastructures dans cinq localités (Mandama, Gbabio/Gado, Ngam, Sinassi et Gbiti) se sont achevés conformément aux engagements contractuels avec les prestataires. Le forage à énergie pastoral de Djaouro Money, n’est pas encore achevé car l’accessibilité au site choisi n’a été pas possible durant la saison des pluies. Avec la fin des pluies actuelles, les travaux pour la finition de ce forage pastoral à énergie solaire se fera durant le mois de novembre.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Les questions de participation des femmes à la vie communautaire ; d’autonomisation et de leadership des femmes sont davantage abordées dans les communautés qui accueillent des réfugiés (Djaouro Money, Ngam, Gbiti, Gbabio) que les autres (Mandama, Sinassi) par les sensibilisations sur ces thématiques dans le cadre de l’assistance humanitaire. Dans les comités de gestion, 27 % des membres sont des femmes et 32 % sont jeunes dont 7 % jeunes filles et 25 % jeunes garçons. Les personnes âgées (17 %) ainsi que les personnes handicapées (5%) ont également été intégrées dans les comités de gestion. L’activité principale des bénéficiaires a également été prise en compte pour la constitution des comités de gestion hétérogènes. Ainsi, pour les six comités il y a 32 % des agriculteurs, 36 % des éleveurs et 32 % autres (artisans, commerçants…).

**Résultat 4:**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)*Un suivi régulier est effectué par mail et par téléphone avec l’ensemble des partenaires d’implémentation du projet.**Des réunions de coordination avec le comité de suivi central composé des membres des équipes du projet, du secrétariat PBF et des représentants des ministères sectoriels sont tenues mensuellement.* | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence?  (Partielle : bases de données sur les corridors et infrastructures de transhumance développée par le Ministère de l’Elevage en 2012)Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires?  |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 50000.00Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*: L'évaluation de fin de projet sera gérée par le Bureau de l'évaluation de la FAO et sera menée par **une équipe de consultants indépendants.** La chargée de l’évaluation et l'équipe d'évaluation travailleront en étroite collaboration et consultation avec la FAO, l’OIM et le PBF. L'équipe d'évaluation se conformera aux normes et standards du Groupe des Nations Unies pour l’évaluation (GNUE).L'évaluation, guidée par les questions d’évaluation, s'appuiera sur l'analyse de différentes sources d'information, notamment une revue de la documentation disponible (afin de bien connaître le contexte de l'évaluation, de faire le point, au préalable, sur la disponibilité des données et des informations) et des entretiens avec les principales parties prenantes. Lors de la phase initiale de l'évaluation, l'équipe d'évaluation rédigera une note méthodologique, qui comprendra la matrice d'évaluation (en fonction du contexte et de la faisabilité des méthodes de collecte, les questions d’évaluation pourraient être ajustées, e/ou amandées) et décrira les principaux protocoles de collecte de données et la cartographie des parties prenantes (pour identifier les informateurs clés). Compte tenu des éventuels défis liés aux déplacements au sein du Cameroun et entre le Cameroun et l’international dus à la situation sanitaire liée au COVID-19, l’équipe d’évaluation déterminera, lors de la phase initiale, la faisabilité et l’étendue des visites de terrain. Tout sera mis en œuvre pour les rendre possible. Tout au long du processus, l'évaluation adoptera une approche consultative et transparente à l’égard des parties prenantes internes et externes. La triangulation des preuves et des informations recueillies sous-tendra la validation et l’analyse menant aux conclusions et recommandations. |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. (veuillez déclarer uniquement les NOUVELLES financements depuis le dernier cycle de rapport) | Nom de donateur: Montant ($):Union Européenne 400000.00                       |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | Certains défis ont été constatés pour la mise en œuvre du projet, notamment l’aspect sécuritaire à la frontière avec la République centrafricaine et le Tchad pour la collecte de données et les activités de cohésion communautaire. Certaines autorités locales se sont montrées relativement réticentes à collaborer avec les agences en raison de mécanismes financiers qui ne leur conviennent pas toujours. Les équipes ont sensibilisé ces autorités sur les mécanismes internes et les contraintes budgétaires qui doivent être prises en compte pour le bon déroulement du projet et la redevabilité envers les populations affectées. Plusieurs organisations locales et internationales ont travaillé autour des thématiques de renforcement de capacités des comités antérieurement au projet sans toujours obtenir de résultats probants, ce qui a été pris en compte pour la mise en œuvre de ces activités du projet.  |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19. (veuillez déclarer uniquement les NOUVELLES dépenses depuis le dernier cycle de rapport)*

1. Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.

$5000 pour l’achat de matériel COVID (masques, gel, lave-main) dans le cadre des activités de stabilisation communautaire

1. Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.

Le respect de la distanciation sociale durant les activités reste l’ajustements non-financiers majeur.

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

[x]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[ ]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[ ]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[ ]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1****Le tissu social entre les communautés est reconstruit grâce au renforcement de capacités institutionnelles et communautaires pour le dialogue et la gestion des conflits liés à l’utilisation des ressources naturelles** | Indicateur 1.1 Pourcentage d’augmentation de la confiance des communautés entre elles par rapports aux conflits liés à l’utilisation des ressources naturelles.  |  | 60% | **TDR****Rapport d’évaluation et diagnostic finaux**  | **Le processus d’évaluation et diagnostic finaux du projet est en cours** | **Evaluation et diagnostic finaux en cours** |
| Indicateur 1.2 : nombre de conflits violents liés à l’accès aux / à la gestion des ressources naturelles dans les zones cibles | **Outil d’alerte TTT** | Réduction du nombre de conflits et du nombre de victimes d’ici la fin du projet | **TDR****Rapport d’évaluation et diagnostic finaux** | **Selon les chiffres du TTT, le nombre d’événements rapportés n’a pas baissé entre août 2020 et août 2021,**  | **Evaluation et diagnostic finaux en cours La raison pourrait être une meilleure capacité de collecte qu’au début et de chiffres qui fluctuent en fonction du calendrier de transhumance. Néanmoins, le nombre de conflits résolus par les CCV est passé de 0 en début de projet à 10%.**  |
| Produit 1.1**Mise en œuvre du système de suivi des transhumances (TTT) pour des collectes régulières sur les mouvements de transhumances et les risques de conflits liés à ces mouvements** | Indicateur 1.1.1**Nombre de cartographies développées et rapports partagés** | **1** | **3 cartographies et 3 rapports** | Cartographies partagées à l’ensemble des parties prenantes | **3 cartographies terminées** |  |
| Indicateur 1.1.2**Collecte de données et mise en œuvre des outils de veille et suivi des flux** |  | **2 phases de collecte** | Rapport d’activité des partenaires, rapports de suivi, fiches de présence | **2 phases terminées, 9 rapports d’alerte publiés,****2 rapports de comptage publié**  |  |
| Indicateur 1.1.3**Nombre de personnes formées à la méthodologie DTM**  |  | **60 (30 femmes et 30 hommes)** | **Rapports de formation, TDR, fiches de présence** | **57 personnes formées à la méthodologie DTM, dont 13 femmes et 28 jeunes entre 18 et 30 ans** | **La pratique de la transhumance est essentiellement masculine, ce qui explique le faible nombre de femmes ayant pu être recrutées par les partenaires et participer à la formation**  |
| Indicateur 1.1.4**Base de données partagée** |  | **1** |  | **1 base de données partagée avec les ministères sectoriels impliqués** |  |
| Indicateur 1.1.5**Rapports publiés** |  | **3 rapports**  | **Publication sur le site de l’OIM et DTM** | **11 rapports publiés sur le site de l’OIM et partagés avec les parties prenantes** |  |
| Indicateur 1.1.6**Séances de renforcement des capacités des acteurs locaux et nationaux**  |  | **3 séances**  | **Fiches de présence, TDR** | **2 formations menées auprès des partenaires sur les outils de collecte, auxquelles les ministères sectoriels ont participé****02 ateliers tenus à Bertoua ayant permis au renforcement de capacités des acteurs locaux ainsi que les agents des administrations sectorielles dans le le ciblage des bénéficiaire et la conduite des AGR retenus** |  |
| Indicateur 1.1.7**Ateliers de discussion des méthodologies et de la transition** |  | **3 ateliers** | **Fiches de présence, TDR** | **4 ateliers menés : 1 atelier mené à Yaoundé et 3 ateliers dans les 3 régions de mise en œuvre, 144 participants dont 132 hommes et 12 femmes**  | **Ateliers menés à la fois au niveau local et au niveau central**  |
| Produit 1.2**Les cadres de concertation des comités de gestion des conflits sont mis en place, renforcés et fonctionnels** | Indicateur 1.2.1Membre des communautés cibles (leaders communautaires, femmes, jeunes) sensibilisés aux mécanismes de résolution des conflits dans leur localité | **Diagnostic participatif initial** | Membres des communautés de 3 localités  | **Diagnostic final et rapports d’activités** | **Diagnostic initial mené entre septembre et octobre 2020 dans 15 localités, complété** par un diagnostic intermédiaire dans 9 localités supplémentaires entre janvier et février 2021. Au total, 1 434 hommes et 949 femmes ont été ciblés. Diagnostic final en cours de finalisation.  | **Diagnostic initial complété à partir des données collectées ayant permis d’identifier les localités les plus conflictuelles.**  |
| Indicateur 1.2.2Nombre de comités de gestion des conflits mis en place ou renforcés et ayant tenus des réunions régulières | Diagnostic initial etbase de données des comités de gestion existants, fonctionnels ou non | Membres de 3 comités de gestion des conflits | Rapports d’activités, fiches de présence | Membres de 15 comités de gestion des conflits mis en place, ou renforcés, 277 hommes et 52 femmes, dont 130 jeunes hommes et 6 jeunes femmes. Les membres de 10 commissions consultatives ont également participé à une consultation entre plusieurs représentants de CCV pour un échange d’expérience et de bonnes pratiques.  | Comités ciblés au niveau des localités, renforcement de capacité des communautés, ces comités seront mis en lien avec les commissions consultatives de résolution des conflits au niveau arrondissement |
| Indicateur 1.2.3 Membres des comités de dialogue/gestion des conflits capables de contribuer à la résolution des conflits dans leurs communautés | Evaluation pré-post des connaissances des membres des comités, Fiches de présence des formations | Membres de 3 comités de gestion des conflits | Rapports d’activités, fiches de présence | Les membres de 15 comités de gestion des conflits sont capables de contribuer à la résolution des conflits dans leur communauté. Entre août 2020 et juillet 2021, les conflits résolus avec l’appui des comités villageois de gestion des conflits sont passés de 0 à 10%.  |  |
| Produit 1.3**Les activités communautaires sont mises en œuvre par l’ensemble des communautés de la localité** | Indicateur 1.3.1**Le pourcentage de participants sensibilisés aux activités d’intérêt communautaires**  |  | **50 % de la population de la zone du projet (20% jeunes et 10 % femmes)** | **Donnée du ciblage, Rapport d'activité** | **60 % de la population touchée dont 13 % des femmes et 22 % des jeunes** |  |
| Indicateur 1.3.2**Nombre de personnes de la communauté impliqué dans la restauration et l’assainissement des pâturages**  |  | **200 personnes (dont 100 femmes et jeunes)** | **Donnée du ciblage, Rapport d'activité** | **200 personnes dont 99 femmes et jeunes** |  |
| Indicateur 1.3.3 **Nombre de personnes impliquées dans la mise en place les activités de reboisement de manière communautaire**  |  | **100 personnes (dont 50 femmes et jeunes)** | **Donnée du ciblage, Rapport d'activité** | **100 personnes dont 50 femmes et jeunes** |  |
| Indicateur 1.3.4**Nombre de personnes impliquées dans le balisage des pistes de transhumance à travers les activités communautaires**  |  | **100 personnes (dont 50 femmes et jeunes)** | **Donnée du ciblage, Rapport d'activité** | **100 personnes dont 50 femmes et jeunes** | Non adhésion de certains chefs communautaires pour la pose des bornes  |
| Produit 1.4**Les acteurs régionaux échangent et capitalisent sur leurs expériences et expertises en gestion des conflits agro-pastoraux** | Indicateur 1.4.1**Nombre d’ateliers régionaux organisés** |  | **1 atelier** | **Rapport de l'atelier** | **1 atelier tenu en présentiel à Douala, en virtuel à Bangui et Ndjamena ,**  |  |
| Indicateur 1.4.2**-Nombre de pays représentés lors de l’atelier** **-Nombre d’organismes actifs dans la gestion des conflits agro-pastoraux présents lors des ateliers**  |  | **3 pays et 15 organismes actifs dans la gestion de conflits** | **Rapport de l'atelier** | **3 pays (Cameroun, République centrafricaine et Tchad); plus de 15 organismes (ministères en charge de l'élevage, de l'agriculture et de forêt, associations des éleveurs, conservateurs, partenaires techniques et financiers,...)** |  |
| **Résultat 2****Le tissu économique est renforcé et les communautés assistées arrivent à faire face aux besoins élémentaires de leurs ménages**  | Indicateur 2.1**Pourcentage d’augmentation des revenus des personnes ciblées** |  | **10 %** |  |  | **A confirmer par l’évaluation finale en cours** |
| Indicateur 2.2**Le pourcentage de répondants indiquant une baisse des tensions avec les autres groupes communautaires grâce à la diversification des sources de revenus de leur ménage** |  | **30 %** |  |  | **A confirmer par l’évaluation finale en cours** |
| Produit 2.1**Les activités génératrices de revenus (AGR) sont identifiées de manière participative dans les différentes localités ciblées**  | Indicateur 2.1.1**Nombres de personnes enquêtés pour la définition d’une AGR dans le secteur agropastoral à mettre en place**  |  | **4000 personnes** | **Données du ciblage, Rapport d'activité** | **7 478 personnes soit 187 %**  |  |
| Indicateur 2.1.2**Nombres d’activités porteuses identifiées** |  | **3 activités** | **Rapport diagnostic** | **4 principales : Elevage de Petits ruminants, Production maraîchère, transformation et élevage de la poule locale** |  |
| Indicateur 2.1.3**Nombres de personnes ciblées pour la mise en œuvre des AGR par % de population (enquête de ciblage)** **60% (femmes et jeunes)**  |  | **1000 personnes** | **Rapport diagnostic** | **1 005 personnés retenu dont 342 femmes et 246 jeunes dont 78 filles un total de 510 soit 50.8 %** |  |
| Produit 2.2**Les activités génératrices de revenus (AGR) sont mises en œuvre par les bénéficiaires** | Indicateur 2.2.1**Nombres d’unités AGR fonctionnels**  |  | **1000 unités** | **Rapport d'activité** | **1005 unités dont 123 unités de maraichage; 698 unités de élevage de petits ruminants (314 Mouton et 384 chèvre), 111 utités d'élevage de poule locale et 73 unités de transformation** |  |
| Indicateur 2.2.2 -**Nombres de bénéficiaires formés**- **Nombres d’unités AGR ayant bénéficié des kits de production** |  | **1000 personnes** | **Rapport d'activité** | **1005 bénéficiaires ayant reçu les kits après les ateliers de renforcement de capacité des partenaires et sectoriels** |  |
| Indicateur 2.2.3**Nombres d’unités AGR suivies** |  | **1000 unités** | **Rapport d'activité** | **Ces 1005 ont été accompagné dans la conduite de leur activité par l’équipe du projet ainsi que les partenaires de mise en œuvre**  |  |
| **Résultat 3****Les infrastructures prioritaires fonctionnelles et accessibles à toutes les communautés de manière durable sont mises en place dans chaque localité** | Indicateur 3.1**Le pourcentage d’accès aux infrastructures de base**  |  | **25 % vivant dans la zone du projet** | **Rapport d’évaluation finale** | **Le processus d’évaluation finale est en cours** | **Evaluation et diagnostic finaux en cours** |
| Indicateur 3.2**Réduction du pourcentage d’usagers des infrastructures socio-économique**  |  | **25 %** | **Rapport d’évaluation finale** | **Le processus d’évaluation finale est en cours** | **Evaluation et diagnostic finaux en cours** |
|  |  |  |  |  |  |
| Produit 3.1**Les infrastructures socio-économiques prioritaires sont mises en place** | Indicateur 3.1.1**Nombres de processus de planification communautaires participatif sur la gestion des ressources naturelles facilités** |  | **3**  | **Rapport d'activité** | **10 structures de gestion des ressources naturelles en cours de redynamisation**  |  |
| Indicateur 3.1.2**Nombres d’infrastructures de base mises en place et fonctionnelles** |  | **Au moins 6 infrastructures de base** | **rapport d'activité** | **5 sur 6 Infrastructures fonctionnelles dont Forage pastoral à énergie solaire (3) à Mandama, Gbabio/gado et Ngam et parc de vaccination (2) à Sinassi et Gbiti, l'ouvrage de Djaouro money n'est pas finalisée** | Inaccessibilité dans certaines zones en raison de la forte pluviométrie  |
| Indicateur 3.1.3**Nombre des infrastructures socio-économiques prioritaires mises en place**  |  | **6 infrastructures socio-économiques** | Rapport de diagnostic | **5 sur 6 Infrastructures fonctionnelles dont Forage pastoral à énergie solaire (3) à Mandama, Gbabio/gado et Ngam et parc de vaccination (2) à Sinassi et Gbiti, l'ouvrage de Djaouro money n'est pas finalisée** | Inaccessibilité (état des routes) dans l’arrondissement de Djohong en raison de la forte pluviométrie  |
| Produit 3.2**les cadres de gestion concertée des infrastructures sont mis en place et sont fonctionnels** | Indicateur 3.2.1**Nombres d’infrastructures gérées de manière durable** |  | **6** | **Rapport d'activité** | **5 sur 6** | Inaccessibilité (état des routes) dans l’arrondissement de Djohong en raison de la forte pluviométrie  |
| Indicateur 3.2.2**: nombre de sessions de formation des comités de gestion réalisées** |  | **6** | **Rapport d'activité** | **9** |  |

1. Alertes :

<https://dtm.iom.int/reports/cameroun-%E2%80%94-tableau-de-bord-du-suivi-des-mouvements-de-transhumance-1-ao%C3%BBt-2020>

<https://dtm.iom.int/reports/cameroun-%E2%80%94-tableau-de-bord-du-suivi-des-mouvements-de-transhumance-2-septembre-2020>

[https://dtm.iom.int/reports/cameroun-%E2%](https://dtm.iom.int/reports/cameroun-%E2%80%94-tableau-de-bord-du-suivi-des-mouvements-de-transhumance-3-octobre-2020)

[80%94-tableau-de-bord-du-suivi-des-mouvements-de-transhumance-3-octobre-2020](https://dtm.iom.int/reports/cameroun-%E2%80%94-tableau-de-bord-du-suivi-des-mouvements-de-transhumance-3-octobre-2020)

<https://dtm.iom.int/reports/cameroun-%E2%80%94-tableau-de-bord-du-suivi-des-mouvements-de-transhumance-4-novembre-d%C3%A9cembre-2020>

<https://dtm.iom.int/reports/cameroun-%E2%80%94-tableau-de-bord-du-suivi-des-mouvements-de-transhumance-5-janvier-2021>

<https://dtm.iom.int/reports/cameroun-%E2%80%94-suivi-des-mouvements-de-transhumance-%E2%80%94-alerte-6-f%C3%A9vrier%E2%80%94-mars-2021>

<https://dtm.iom.int/reports/cameroun-%E2%80%94-suivi-des-mouvements-de-transhumance-%E2%80%94-alerte-7-avril-2021>

https://dtm.iom.int/reports/cameroun-%E2%80%94-suivi-des-mouvements-de-transhumance-%E2%80%94-alerte-8-mai-2021

<https://dtm.iom.int/reports/cameroun-%E2%80%94-suivi-des-mouvements-de-transhumance-%E2%80%94-alerte-9-juin-juillet-2021>

Comptage :

<https://dtm.iom.int/reports/cameroun-%E2%80%94-tableau-de-bord-du-comptage-des-mouvements-de-transhumance-1-octobre-%E2%80%94-d%C3%A9cembre>

https://dtm.iom.int/reports/cameroun-%E2%80%94-suivi-des-mouvements-de-transhumance-%E2%80%94-comptage-2-mars%E2%80%94mai-2021 [↑](#footnote-ref-1)
2. Mborguene, Gado Badzere, Mboumama, Boubara Yamba, Borgop, Diel, Djemadjou, Gor, Bogdibo, Adoumri, Nandeke, Kouryoyo, Ngaoui, Mbaiboum, Sinassi, Mayo Lope, Timangolo, Zoungabona, Belibina, Ouro Idje, Babororo, Gbiti, Soba [↑](#footnote-ref-2)
3. Mborguene, Gado Badzere, Mboumama Gbiti, Timangolo, Zoungabona, Mbelibina, Ouro Idja, Zamboi et Boubara dans l’Est, Yamba, Borgop, Ngaoui et Diel dans l’Adamaoua et Djemadjou, Babororo, Gor, Bogdibo et Adoumri dans le Nord. [↑](#footnote-ref-3)
4. Mborguene, Gado, Borgop, Yamba, Diel, Babororo, Adoumri, Djemadjou, Gbiti, Timangolo, Zoungabona, Mbelibina, Ouro Idje, Zamboi, Bogdibo, [↑](#footnote-ref-4)
5. Les chiffres de bénéficiaires ne sont pas encore disponibles pour les 3 regions. A l’Est, 4022 femmes et 2 987 hommes ont participé. [↑](#footnote-ref-5)